

**LOIS,
ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT**

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE**

**Université de l'État à Gand
Personnel administratif. — Promotions**

Par arrêté royal du 17 septembre 1971, MM. Rawoens, Pierre, et Dedeyster, Germain, conducteurs principaux, sont promus, à partir du 1er juillet 1971, au grade de conducteur en chef à l'Université de l'État à Gand.

Par arrêté royal du 17 septembre 1971, Mme Van Hulle-Rombaut, Jeanine, sous-chef de bureau, et M. Vanderkimpfen, José, chef administratif, sont promus, à partir du 1er juin 1971, au grade de secrétaire d'administration à l'Université de l'État à Gand.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE FRANÇAISE**

8 SEPTEMBRE 1971. — Arrêté royal fixant les conditions d'octroi des subventions de l'État à l'Institut de musique sacrée à Namur

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique;

Vu la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1954 relatif aux conditions d'octroi par l'État des subventions aux Conservatoires communaux, aux Académies et écoles de musique communales et libres, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1961, portant application de l'article 5 de la loi du 14 mai 1955 et des articles 24, 27 et 32 de la loi du 29 mai 1959, modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique;

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 1968 fixant les titres requis en vue de l'octroi des subventions aux établissements subventionnés d'enseignement de la musique;

Considérant qu'il y a lieu de créer dans la région francophone un établissement d'enseignement similaire à l'Institut Lemmens, à Louvain;

Vu l'avis du service d'inspection des établissements subventionnés de l'enseignement musical;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement de l'enseignement musical (secteur francophone);

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget en date du 13 août 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création du Conseil d'État, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Culture française,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Des subventions sont accordées à l'Institut de musique sacrée à Namur, conformément aux dispositions de la loi du 29 mai 1959, de l'arrêté royal du 26 mars 1954, notamment les articles 3, 7 et 8, 2°, et du présent arrêté.

I. De la Commission administrative

Art. 2. La Commission administrative est composée de douze membres dont un délégué de l'État.

**WETTEN,
BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING**

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN NEDERLANDSE CULTUUR**

**Rijksuniversiteit te Gent
Administratief personeel. — Beverderingen**

Bij koninklijk besluit van 17 september 1971 werden de heren Rawoens, Pierre, en Dedeyster, Germain, e.a. conducteur, met ingang van 1 juli 1971, bevorderd tot de graad van hoofdconduc-teur bij de Rijksuniversiteit te Gent.

Bij koninklijk besluit van 17 september 1971 werden Mevr. Van Hulle-Rombaut, Jeanine, onderbureau-chef, en de heer Vanderkimpfen, José, bestuurschef, met ingang van 1 juni 1971, bevoor-derd tot de graad van bestuurssecretaris bij de Rijksuniversiteit te Gent.

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN FRANSE CULTUUR**

8 SEPTEMBER 1971. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder Rijkstoelagen worden verleend aan het « Institut de musique sacrée » te Namen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 mei 1955 tot regeling van het kunst-
onderwijs;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaar-
schoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal, technisch, kunst-
en buitengewoon onderwijs, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1954 betreffende
de voorwaarden waaronder de Staat toelagen verleent aan de
gemeentelijke conservatoria, de gemeentelijke en vrije muziek-
academiën en muziekscholen, zoals het gewtjzigd werd;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1961 houdende toe-
passing van artikel 5 der wet van 14 mei 1955 en van de arti-
kel 24, 27 en 32 der wet van 29 mei 1959, tot wijziging van de
wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, mid-
delbaar, normaal, technisch en kunstonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 1968 tot vast-
stelling van de titels vereist met het oog op de toekenning van
toelagen aan de gesubsidieerde inrichtingen voor muziekonder-
wijs;

Overwegende dat er in het franstalig landsgedeelte een gelijk-
aardige instelling als het Lemmensinstituut te Leuven moet wor-
den opgericht;

Gelet op het advies van de Inspectiedienst van de gesubsidieerde
inrichtingen voor muziekonderwijs;

Gelet op het advies van de Verbeteringsraad voor het muziek-
onderwijs (franstalige sector);

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, d.d.
13 augustus 1971;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van
een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van de Franse Cultuur,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Toelagen worden aan het « Institut de musique
sacrée » te Namen verleend overeenkomstig de bepalingen van
de wet van 29 mei 1959, van het koninklijk besluit van
26 maart 1954, inzonderheid de artikelen 3, 7 en 8, 2°, en de
bepalingen van dit besluit.

I. De bestuurscommissie

Art. 2. De bestuurscommissie is samengesteld uit twaalf leden,
onder wie een afgevaardigde van de Staat.

Art. 3. Le délégué de l'Etat est désigné par le Ministre sur une liste de candidats présentés par le pouvoir organisateur. Son mandat est d'une durée illimitée. Cependant ce mandat cesse de plein droit lorsqu'il atteint l'âge de 70 ans.

Art. 4. Les désignations du président et des autres membres de la commission sont approuvées par le Ministre sur la proposition du pouvoir organisateur. Chaque mandat a une durée de six ans. Il est renouvelable. Il cesse cependant de plein droit lorsque le titulaire du mandat atteint l'âge de 70 ans.

Art. 5. La commission s'occupe de tout ce qui est de nature à assurer la bonne marche de l'établissement du point de vue de l'enseignement, de l'administration et de la discipline.

Elle donne notamment son avis sur les programmes, les projets de règlement, les prévisions budgétaires, ainsi que sur les candidatures aux emplois à conférer dans l'établissement.

Les membres de la commission visitent l'établissement chaque fois qu'ils le jugent utile et veillent à l'observation des règlements et à l'exécution des programmes. Ils se font accompagner dans ces visites par le directeur.

Ils ne peuvent faire d'observation au personnel enseignant, mais font part de leur constatation au président qui en saisit la commission s'il y a lieu.

II. De la structure et du programme

Art. 6. Le programme et la structure de l'Institut de musique sacrée doivent être approuvés par le Ministre.

Le programme des études comprend un enseignement à horaire réduit des degrés secondaire et supérieur.

Le cours de pédagogie musicale a pour but la préparation de professeurs d'éducation musicale destinés à enseigner dans les établissements d'enseignement primaire, moyen et normal de l'enseignement libre.

Art. 7. Les cours sont donnés par degré dans une ou plusieurs classes.

III. Des titres requis du personnel directeur et enseignant

Art. 8. Les titres requis repris à l'arrêté royal du 26 janvier 1968 sont exigés pour les emplois de directeur et de professeur de cours de technique musicale.

Art. 9. Pour l'emploi de professeur de pédagogie musicale sont requis :

- a) le diplôme de premier prix d'un conservatoire royal de musique en rapport avec le cours à enseigner;
- b) le certificat d'aptitude dont le programme est fixé par le Ministre.

Art. 10. Pour les emplois de professeur de religion et de liturgie est requis la qualité de ministre d'un culte reconnu ou le diplôme d'agrégé d'enseignement religieux du degré secondaire supérieur.

Art. 11. Pour l'emploi de professeur de cours généraux est requis le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur en rapport avec la fonction à conférer.

Art. 12. En ce qui concerne les emplois de professeurs de cours généraux, lorsque le pouvoir organisateur éprouve des difficultés à recruter un candidat ayant le titre requis prévu à l'article 11, un autre titre fixé par le Ministre peut être jugé suffisant jusqu'à la fin de l'année scolaire pour laquelle ces difficultés auront été éprouvées.

Si ces difficultés persistent au delà de cette première année scolaire, le pouvoir organisateur en avise l'inspection de l'Etat au début de chaque année scolaire. L'inspection fait rapport au Ministre qui décide si les conditions de l'alinéa précédent continuent à être réalisées et si l'enseignement de l'intéressé atteint le niveau requis. En cas de décision négative, la subvention-traitement est retirée à partir du début de l'année scolaire qui suit, à deux mois d'intervalle au moins, la date de la notification de la décision.

Art. 13. Lorsque un cas de force majeure ou des difficultés particulières empêchent l'établissement de trouver un candidat ayant le titre requis ou jugé suffisant par application des arti-

Art. 3. De afgevaardigde van de Staat wordt aangewezen door de Minister uit een lijst van kandidaten voorgedragen door het inrichtend bestuur. De duur van zijn mandaat is onbeperkt. Het verstrijkt evenwel van rechtswege wanneer hij de leeftijd van 70 jaar bereikt.

Art. 4. De aanstelling van de voorzitter en van de andere leden van de commissie wordt goedgekeurd door de Minister op de voordracht van het inrichtend bestuur. Ieder mandaat duurt zes jaar. Het kan worden vernieuwd. Het houdt evenwel van rechtswege op wanneer de titularis van het mandaat de leeftijd van 70 jaar bereikt.

Art. 5. De commissie houdt zich bezig met alles wat verband houdt met de goede gang van de inrichting uit het oogpunt van onderwijs, administratie en tucht.

Ze geeft inzonderheid haar advies over de leerplannen, de ontwerpen van reglement, de begrotingsramingen, alsmede over de kandidaturen voor de in de inrichting openstaande betrekkingen.

De leden van de commissie bezoeken de inrichting telkens als zij dit nodig achten en zorgen voor de naleving van de reglementen en voor de uitvoering van de leerplannen. Bij deze bezoeken laten ze zich vergezellen door de directeur.

Ze mogen geen opmerkingen maken aan het onderwijzend personeel doch delen hun vaststelling mee aan de voorzitter die er zo nodig de commissie van in kennis stelt.

II. Structuur en leerplan

Art. 6. Het leerplan en de structuur van het « Institut de musique sacrée » moeten goedgekeurd worden door de Minister. Het leerplan heeft betrekking op een onderwijs met beperkte lesrooster van de secundaire en van de hogere graad.

De cursus muziekpedagogie heeft tot doel de leraars muziekpedagogie op te leiden die ertoe bestemd zijn te onderwijzen in de inrichtingen voor lager, middelbaar en normaalonderwijs van het vrij onderwijs.

Art. 7. De cursussen worden gegeven per graad in één of meer klassen.

III. Bevoegdheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel

Art. 8. De bevoegdheidsbewijzen vermeld in het koninklijk besluit van 26 januari 1968 worden vereist voor de betrekkingen van directeur en van leraar muziektechnische vakken.

Art. 9. Voor de betrekking van leraar muziekpedagogische vakken zijn vereist :

- a) het diploma van een eerste prijs van een koninklijk muziekconservatorium voor het te onderwijzen vak;
- b) het bevoegdheidsbewijs waarvan het leerplan vastgesteld wordt door de Minister.

Art. 10. Voor de betrekkingen van leraar in de godsdienst en de liturgie is de hoedanigheid van bedienaar van een erkende eredienst of het diploma van geaggregeerde voor het godsdienstonderwijs van de hoger secundaire graad, vereist.

Art. 11. Voor de betrekking van leraar algemene vakken is het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs dat verband houdt met de openstaande betrekking, vereist.

Art. 12. Wanneer het inrichtend bestuur voor de betrekkingen van leraar algemene vakken moeilijkheden heeft om een kandidaat aan te werven die in het bezit is van het bevoegdheidsbewijs, vermeld in artikel 11, kan een ander bevoegdheidsbewijs door de Minister voldoende worden geacht tot het einde van het schooljaar, tijdens hetwelk deze moeilijkheden zijn ondervonden.

Indien deze moeilijkheden na het eerste schooljaar blijven bestaan, stelt het inrichtend bestuur de inspectie van de Staat hiervan in kennis bij het begin van ieder schooljaar. De inspectie doet hierover verslag aan de Minister die beslist of de omstandigheden beschreven in het voorgaande lid blijven bestaan en of het onderwijs van de betrokkene het vereiste peil bereikt. Beantwoordt de Minister deze vragen negatief, dan wordt de weddetoelage, ingehouden vanaf het begin van het schooljaar dat, met een tussentijd van ten minste twee maanden, volgt op de datum van de kennisgeving van de beslissing.

Art. 13. Wanneer door een geval van overmacht of bijzondere omstandigheden het inrichtend bestuur niet in staat is een kandidaat te vinden die in het bezit is van het bevoegdheidsbewijs

cies 8, 9, 10 et 11, un autre titre, admis par le Ministre, sera considéré comme temporairement suffisant pour l'emploi dont il s'agit.

IV. De la désignation du personnel directeur et enseignant

Art. 14. La désignation à titre temporaire des membres du personnel directeur et enseignant doit être approuvée par le Ministre sur proposition du pouvoir organisateur.

Art. 15. Les désignations en qualité de stagiaire et les nominations à titre définitif sont soumises à l'accord du Ministre, sur proposition du pouvoir organisateur. Toutefois une nomination à titre définitif ne peut être conférée qu'après deux ans de stage.

Art. 16. Par dérogation aux articles 14 et 15, en ce qui concerne les emplois de professeurs de religion et de liturgie, l'approbation du Ministre est donnée sur la proposition du pouvoir ecclésiastique en matière d'enseignement des cours de religion.

V. Subventions

Art. 17. Les échelles de traitements du personnel directeur et enseignant de technique musicale pris en considération pour l'octroi des subventions-traitements sont semblables aux échelles de traitements du personnel directeur et enseignant des conservatoires communaux fixées par l'arrêté royal du 26 mars 1954.

Art. 18. Les échelles de traitements du personnel enseignant des cours généraux et des cours de religion et de liturgie, pris en considération pour l'octroi des subventions-traitements sont semblables aux échelles de traitements de l'enseignement technique à horaire réduit fixées par l'arrêté royal du 11 mars 1965 fixant les échelles des grades du personnel à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture.

Art. 19. L'Institut de musique sacrée à Namur bénéficie des subventions de fonctionnement fixées par l'arrêté royal du 15 décembre 1959 portant application de l'article 32 de la loi du 29 mai 1959, ainsi que des subventions d'équipement fixées par l'arrêté royal du 22 octobre 1959, portant application des articles 34 et 37 de la loi du 29 mai 1959.

VI. Dispositions finales

Art. 20. Le présent arrêté prend ses effets à partir du 1er octobre 1971.

Art. 21. Notre Ministre de la Culture française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 8 septembre 1971.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Culture française,

dat, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8, 9, 10 en 11 wordt vereist of voldoende geacht, wordt een ander bevoegdheidsbewijs, door de Minister aanvaard, tijdelijk voldoende geacht voor de bedoelde betrekking.

IV. Aanstelling van het bestuurs- en onderwijzend personeel

Art. 14. De tijdelijke aanstelling van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel moet goedgekeurd worden door de Minister, op de voordracht van het inrichtend bestuur.

Art. 15. De aanstellingen als stagiair en de benoemingen in vast verband moeten goedgekeurd worden door de Minister, op de voordracht van het inrichtend bestuur. Benoeming in vast verband mag evenwel eerst na twee jaar stage worden gedaan.

Art. 16. Voor de betrekkingen van leraar in de godsdienst en de liturgie wordt, in afwijking van de artikelen 14 en 15, ten aanzien van het onderwijs in de godsdienst vakken, de goedkeuring gegeven door de Minister, op de voordracht van de kerkelijke overheid.

V. Toelagen

Art. 17. De weddeschalen van de leden van het bestuurspersoneel en van de personeelsleden die muziketechnische vakken onderwijzen, welke in aanmerking komen voor het toekennen van weddetoelagen, zijn dezelfde als de weddeschalen van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de gemeentelijke conservatoriums vastgesteld door het koninklijk besluit van 26 maart 1954.

Art. 18. De weddeschalen van de personeelsleden die algemene vakken, godsdienst en liturgie onderwijzen welke in aanmerking komen voor weddetoelagen, zijn dezelfde als de weddeschalen van het technisch onderwijs met beperkt leerplan bepaald door het koninklijk besluit van 11 maart 1965, tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de graden van het personeel der leergangen met beperkt leerplan, afhankelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur.

Art. 19. Het « Institut de musique sacrée », te Namen, geniet de werkingstoelagen vastgesteld door het koninklijk besluit van 15 december 1959, houdende toepassing, van artikel 32 van de wet van 29 mei 1959, alsmede de uitrustingsstoelagen vastgesteld door het koninklijk besluit van 22 oktober 1959, houdende toepassing van de artikelen 34 en 37 van de wet van 29 mei 1959.

VI. Slotbepalingen

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1971.

Art. 21. Onze Minister van de Franse Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 8 september 1971.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van de Franse Cultuur,

A. PARISIS

Arrêté royal du 1er juin 1971 déterminant les modalités de fixation des subventions-traitements pour les membres du personnel des établissements libres de l'enseignement normal, qui sont porteur d'un titre de capacité jugé suffisant. — Errata

Moniteur belge du 30 septembre 1971 :
Page 11296 :

Texte français :

Article 2, 3, deuxième ligne, lire « de traitement », au lieu de : « tement » ;

Article 2, 4, § 2, deuxième ligne, lire : « du professeur de cours généraux dans une école », au lieu de « du surveillant-éducateur externe d'une école normale ».

Koninklijk besluit van 1 juni 1971 tot vaststelling van de wijze waarop de weddetoelagen vastgesteld werden voor de personeelsleden van de vrije inrichtingen voor normaalonderwijs, die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat voldoende geacht wordt. — Errata

Belgisch Staatsblad van 30 september 1971 :
Bladzijde 11296 :

Franse tekst :

In artikel 2, 3, tweede regel, leze men : « de traitement », in plaats van : « tement » ;

In artikel 2, 4, § 2, tweede regel, leze men : « du professeur de cours généraux dans une école », in plaats van : « du surveillant-éducateur externe d'une école normale ».